



**ACADÉMIE
DE NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

 **Panorapresse**
par  **Ouest
France**



**ACADEMIE DE
NORMANDIE RECTORAT
DE CAEN**

(communication@ac-caen.fr)



29 février 2024



1 document

CHOC DES SAVOIRS : DES ENSEIGNANTS DU BESSIN INDIGNÉS PAR LA RÉFORME DE GABRIEL ATTAL

1



**Bayeux - Choc des savoirs : des enseignants du Bessin indignés par la
réforme de Gabriel Attal**

La Renaissance - Le Bessin, jeudi 29 février 2024

Bayeux - Choc des savoirs : des enseignants du Bessin indignés par la réforme de Gabriel Attal

La Renaissance - Le Bessin, jeudi 29 février 2024, 1178 mots

Une réforme censée aider les élèves en difficulté provoque un véritable tollé chez les enseignants des collèges du Bessin.

Une cinquantaine de professeurs a manifesté son opposition au Choc des savoirs, jeudi 22 février 2024, à Bayeux.

Une cinquantaine de manifestants contre la réforme dite du "Choc des savoirs" s'est fait entendre à Bayeux, jeudi 22 février 2024. Réunis sur la place Saint-Patrice en fin d'après-midi, des professeurs de collèges de Bayeux, d'Isigny-sur-Mer et de Villers-Bocage ont expliqué pourquoi cette réforme de l'Éducation nationale portée par l'ex-ministre Gabriel Attal aujourd'hui Premier ministre, serait, paradoxalement à son concept, néfaste pour les élèves.

"Avec cette réforme, il y aura une disparition du groupe classe en français et en mathématiques, et donc une perte de stabilité pour les élèves. On aurait à les répartir dans des groupes de niveau alors que l'on sait quelle catastrophe ils produisent sur les élèves. Les meilleurs comme les plus faibles", lance Séverine Grihault-Catherine, professeure de français au collège Letot, à Bayeux.

La classe, c'est comme ça que l'on travaille. Une classe crée des relations entre les élèves et ce sont ces relations qui permettent d'avancer.

Cette relation est absolument fondamentale pour les élèves.

**Séverine Grihault-Catherine,
professeure de français
au collège Letot**

Séverine Grihault-Catherine poursuit : **"Les groupes de niveau ont déjà été expérimentés par d'autres pays qui sont revenus au groupe classe. Des études ont également montré que c'était contre-productif. Et les élèves eux-mêmes, quand on leur en parle, savent que les élèves en difficulté seront seuls avec le professeur, alors que c'est ensemble, par l'émulation, que l'on avance."**

Concrètement, pour les professeurs indignés par la réforme, mettre tous les élèves en difficulté ensemble aboutira à un savoir vertical, qui provient uniquement de l'enseignant. Sans échange.

"Les meilleurs élèves vont simplement entrer en compétition"

"C'est catastrophique aussi pour les meilleurs élèves. Le Premier ministre Gabriel Attal parle de permettre aux meilleurs de s'envoler au-delà des programmes. Mais ils s'envolent déjà en échangeant avec les élèves avec lesquels ils échangent leurs idées. Et les élèves en difficulté ont aussi des idées. Cet échange permet d'ailleurs l'acquisition des compétences psychosociales réclamées à cor et à cri par le Gouvernement. C'est en échangeant avec des élèves de tous niveaux et de tous milieux que ça s'acquiert. Et pas en mettant les meilleurs ensemble qui vont simplement entrer en compétition pour se tirer la bourre !"

"7 000 créations de postes seraient nécessaires pour assumer la réforme"

Au-delà des groupes de niveau, les manifestants souhaitent attirer l'attention sur des besoins locaux en matière d'enseignement. **"Des besoins précis, non dictés au niveau national",** précise Yoann Ducroquet, professeur d'EPS au collège Letot. **"On ne nous donne pas les heures nécessaires pour assumer ces groupes de niveau. Au-delà du fondement même de ces groupes que l'on qualifie plutôt de groupes de besoins - la nuance est loin d'être négligeable. L'équivalent de ces heures, en termes de postes à temps plein, nous amènerait à 7 000 créations de postes en mathématiques et en français pour assumer la réforme. Alors qu'à l'heure actuelle, le Gouvernement en annonce 2 300."**

On croit au brassage. On travaille par îlots en classe. Après l'enseignant, la première aide pour les élèves en difficulté vient des autres élèves. Parquer des gamins en réelle difficulté dans le même groupe pour l'ensemble des heures de maths et de français fera qu'ils resteront en difficulté. Ce qui bénéficierait vraiment à ces élèves en difficulté, ce serait d'être dans des classes de 20 à 24 élèves qui permettraient aux enseignants de bien mieux envisager une différenciation des contenus pour les

aider. En chargeant des classes à 30, on ne va pas révolutionner le système éducatif. Et demander aux professeurs d'assurer toujours plus d'heures supplémentaires ne va pas bénéficier au métier en termes d'attractivité.

Yoann Ducroquet,
professeur d'EPS
au collège Letot.

"Sur des collèges comme Létot, le concret, c'est qu'on nous demande d'assurer 18 h de maths et 18 h de français en plus. Cette réforme pèserait, à l'heure actuelle et pour un collège comme le nôtre, sur la création d'un nouveau poste de professeur de maths et de français alors qu'aucune création de ces postes n'est annoncée. L'idée est donc de répercuter l'ensemble de ces 36 h de cours supplémentaires sur les collègues déjà en poste en leur infligeant des heures supplémentaires."

Mais où les équipes pédagogiques vont-elles trouver ces 36 h ? "En supprimant d'autres options. Les dédoublements qui existaient en mathématiques pour les classes de 3e n'existeront plus dans notre établissement", illustre Séverine Grihault-Catherine. "Même chose pour les dédoublements en sciences. On perd donc des dispositifs qui fonctionnent. Comme ces dédoublements ponctuels. Les groupes, ça marche très bien sur 1 h par semaine. Pour tous les cours, ça ne marche pas. Les études à ce sujet sont très claires : les chercheurs en pédagogie l'ont prouvé. On a donc tous travaillé sur ces dédoublements de soutien et d'approfondissement pendant un an et ils disparaissent sans qu'il n'y ait eu aucune évaluation."

Une coupe sévère dans le budget de l'Éducation nationale

Comme l'a annoncé le Gouvernement, des économies sont à faire sur les budgets. "Un décret est tombé aujourd'hui (Ndlr : jeudi 22 février 2024) au sujet des coupes budgétaires. Le Gouvernement annonce 10 milliards d'économies par rapport au budget. 700 millions d'euros vont être soustraits à celui de l'Éducation nationale. Le budget de la Défense, qui était annoncé avec 750 millions d'économies, sera finalement limité à 100."

"Des effets d'annonce sans aucune logique de moyens humains et financier"

Ce choix politique national ne convient pas aux professeurs. "On nous propose une réforme, mais on ne nous donne pas les moyens humains ni l'enveloppe horaire pour assumer ces 36 h supplémentaires en maths et français. Alors, on puise dans une enveloppe magique, celle de l'autonomie qui permet d'avoir un petit reliquat d'heure qui sont d'ordinaires employés pour monter des projets. Et on entraîne la disparition de certaines options comme le latin. Ces heures d'autonomie sont données par la Dsden (Direction des services départementaux de l'Éducation nationale) du Calvados et les chefs d'établissement, avec cette enveloppe, doivent répartir ces heures selon les matières. Les heures restantes servent ainsi à créer des choses innovantes. On se retrouve encore une fois avec des effets d'annonce sans aucune logique de moyens humains et financier en raison des décisions prises en haut sans la moindre consultation d'en bas."

Cette manifestation spontanée, qui ne répondait pas à l'appel de syndicats. "Nous voulions évoquer notre quotidien et alerter sur le fait qu'au niveau local, à Bayeux comme ailleurs dans le Bessin, cette réforme du choc des savoirs est difficilement réalisable", conclut Yoann Ducroquet.

Frédéric BOURGEOIS



Une cinquantaine de manifestants contre la réforme dite du "Choc des savoirs" s'est fait entendre à Bayeux, jeudi 22 février 2024. © Frédéric Bourgeois



Des représentants du collège du Val d'Aure d'Isigny-sur-Mer étaient présents pour dire non. © Frédéric Bourgeois



Yoann Ducroquet, professeur d'EPS au collège Létot (Bayeux), a manifesté avec ses collègues contre la réforme du Choc des savoirs. © Frédéric Bourgeois